

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	13
Introduction	15

PREMIÈRE PARTIE

LES JUSTIFICATIONS À L'AMÉLIORATION DE CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ EN CHINE

TITRE I LE CONTRÔLE DE CONSTITUTIONNALITÉ ET LA CONSTRUCTION D'UN ÉTAT DE DROIT

Chapitre I : La difficile acculturation de l'État de droit en Chine.....	37
Section I : L'emprunt à différents modèles.....	37
I. Les emprunts aux modèles occidentaux	39
A. La notion de <i>Rule of law</i>	39
1. L'évolution du concept de <i>Rule of Law</i>	39
2. Les principes essentiels du <i>Rule of law</i>	40
B. Les emprunts au modèle du Rechtsstaat.....	42
1. L'évolution de la notion de Rechtsstaat.....	42
a. La notion originale : une conception libérale	42
b. La voie formelle	43
c. La sortie de la notion formelle.....	43
2. L'influence du <i>Rechtsstaat</i> sur l'État de droit en Chine	44
a. L'influence dans la fin de la dynastie <i>Qing</i>	44
b. L'influence depuis la réforme de 1978.....	45
C. Les emprunts au modèle de l'État de droit français	46
1. L'évolution de la conception de l'État de droit en France	46
a. Les incertitudes avant 1958.....	46
b. Le parachèvement de l'État de droit depuis 1958	48
2. Le rapport entre l'État de droit français et l'État de droit chinois : La mystique rousseauiste de la loi.....	49
II. La notion d'État de droit à la Chinoise	50
A. L'évolution de la notion de <i>fazhi</i>	51
1. Les idées fragmentaires du principe de légalité de 1978 à 1996.....	52
2. La consécration et la construction de l'État de droit après 1996.....	53
B. Le contenu de l'État de droit socialiste en Chine	54

1.	Les paradoxes des « spécificités » de la notion chinoise d'État de droit	54
a.	Le conflit entre le principe de la direction du PCC et le gouvernement conformément aux règles de droit...	55
b.	Le conflit entre l'« intérêt de tous » et l'intérêt individuel	56
2.	Une notion formelle d'État de droit en Chine	56
Section II :	Un processus inachevé	58
I.	Le progrès de la réglementation confronté à ineffectivité de la hiérarchie des normes	59
A.	Le développement de la réglementation	59
B.	Le désordre normatif	62
1.	L'absence de garantie de la suprématie constitutionnelle	63
2.	Une législation imprécise et une prédominance pratique des normes locales	64
3.	Une législation déséquilibrée	65
II.	L'augmentation du recours aux tribunaux face à la frénésie de la procédure des lettres et visites	66
A.	Les recours croissants aux tribunaux	66
B.	L'impuissance de la justice administrative et la frénésie des lettres et visites	68
1.	Les causes de l'impuissance de la justice administrative	68
2.	La frénésie des lettres et visites	69
III.	Le développement de la profession juridique et la question de son absence d'indépendance	71
A.	Le développement de la profession juridique	71
B.	L'absence d'indépendance de toute la communauté juridique	75
1.	Les contraintes illégales sur les avocats	76
2.	L'absence d'indépendance des autorités judiciaires	77
Chapitre II :	Le parachèvement de l'État de droit par le contrôle de constitutionnalité	81
Section I :	La nécessaire garantie des droits de l'Homme	81
I.	Les obstacles au respect des droits de l'Homme	82
A.	Les obstacles d'ordre culturel	83
1.	Deux notions traditionnelles	83
2.	La faible place de l'individu	86
B.	Les obstacles constitutionnels	87
1.	L'absence de garantie de certains droits constitutionnels	87
2.	L'absence dans la Constitution de droits fondamentaux reconnus par la DUDH de 1948	89
II.	Les solutions possibles	89
A.	L'annulation des normes inconstitutionnelles : l'exemple du laojiao	90
B.	La confirmation des droits fondamentaux non-inscrits dans la Constitution	93
C.	La diffusion d'une culture des droits de l'Homme	94

Section II : La nécessaire garantie de la hiérarchie des normes	94
I. Le règlement des conflits « horizontaux »	96
A. La répartition des compétences entre l'APN et son Comité permanent	97
B. L'empiètement sur le domaine de la législation par les règlements	98
C. L'empiètement sur le domaine législatif par l'interprétation judiciaire	100
II. Le règlement des conflits entre les pouvoirs réglementaires local et central	102
A. La garantie du dynamisme local par le contrôle de constitutionnalité	104
B. La garantie de la direction unique du pouvoir central par le contrôle de constitutionnalité	107

TITRE II LE CONTRÔLE DE LA CONSTITUTIONNALITÉ ET LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Chapitre I : Les obstacles à la démocratisation en Chine	115
Section I : La non-garantie de l'expression de la volonté du peuple	116
I. Les crises démocratiques sur l'élection en Chine	116
A. Les limites sur le droit de vote des citoyens	117
B. Les limites illégales sur le droit d'être élu	118
1. La manipulation dans le processus de la fixation des candidats	119
a. Des manipulations dans le cas du dépassement du nombre des candidats	119
b. Le cumul du mandat de député avec d'autres fonctions	119
2. L'irrégularité du découpage des circonscriptions	120
a. Les modalités du découpage des circonscriptions	120
b. L'abus du statut de certaines personnes dans l'élection	121
II. Les problèmes relatifs au contentieux électoral	122
A. La portée limitée du recours judiciaire sur les contestations électorales	122
1. Des contradictions dans la portée du litige sur le titre d'électeur	122
a. Un déni de justice dans la loi sur les contestations électorales au niveau du village et une exception	122
b. La saisine exceptionnelle par la Cour Populaire Suprême	123
2. Sur les fraudes électorales traitées par la procédure pénale ..	123
B. Le contrôle inefficace de l'élection	124
1. La non-indépendance du comité électoral	124
2. L'insuffisance du recours judiciaire sur les irrégularités électorales	124

Section II : Les manquements au pluralisme	125
I. Les limites relatifs à la conférence consultative politique du peuple chinois	127
A. L'absence de fondement normatif aux fonctions de la CCPPC	128
1. La non-inscription des consultations politiques	128
2. La non-sanction de contrôle démocratique	129
3. L'organisation de la participation de ses membres à l'administration et à la délibération sur les affaires de l'État.....	130
B. Un instrument de mise en oeuvre de la politique du PCC	131
1. Les candidats des députés de la CCPPC contrôlés par le PCC.....	131
2. Le fonctionnement	132
II. Les restrictions à la liberté d'expression.....	133
A. Les limites à la liberté de la presse.....	134
1. Les limites illégitimes au plan juridique à la liberté de la presse.....	134
2. Les limites illégitimes au plan politique à la liberté de la presse.....	135
B. Le dilemme de la restriction à la liberté d'expression dans l'espace d'internet.....	136
1. Les règlements illégaux pour la liberté d'expression sur internet	137
2. Des restrictions inutiles pour bloquer la diffusion des informations.....	138
Chapitre II : L'utilité de contrôle de constitutionnalité dans la démocratisation	141
Section I : Une nouvelle voie de recours sur le droit de vote et d'être élu.....	143
I. Les fondements juridiques du recours constitutionnel en matière électorale.....	143
A. Les fondements constitutionnels sur le droit de vote et le droit d'être élu.....	143
B. Les fondements juridiques du recours constitutionnel	144
II. La portée de la compétence de contrôle.....	145
A. Sur les irrégularités issues des actes des autorités publiques et individuelles	145
1. Une voie supplémentaire contre le déni de justice.....	145
2. La possibilité d'annuler des élections en cas d'irrégularités par l'organe de contrôle	146
B. Sur les irrégularités commises par le Comité local du PCC	147
III. Les contenus de contrôle	147
A. Contrôle de la représentation égale du suffrage	147
1. L'évolution de la loi électorale vers la représentation égale.....	148
2. Le contrôle de l'équilibre démographique des circonscriptions	148
B. Contrôle de l'égalité d'expression des candidats	149

Section II : L'encouragement du pluralisme par le contrôle de constitutionnalité	150
I. La contribution à la limitation du pouvoir politique	151
A. Le rôle d'équilibrage des institutions	151
1. La revalorisation du pouvoir législatif de l'APN	151
a. L'inapplication des jalons constitutionnels sur le rôle de l'APN.....	151
b. Les contributions éventuelles du contrôle de constitutionnalité	151
2. La formation d'une nouvelle démocratie par le contrôle de constitutionnalité.....	153
B. L'institution d'un contre-pouvoir basé sur la CCPPC.....	154
1. Le succès de l'institution de contre-pouvoir en France	154
2. L'apport éventuel de la CCPPC dans le cadre de contrôle de constitutionnalité.....	155
II. La formation d'une société civile par le contrôle	156
A. La protection de la liberté d'expression	157
1. La contribution du CC à la protection de la liberté d'expression en France	157
2. La précision des limites sur les limites par le contrôle de constitutionnalité en Chine.....	158
a. L'obligation du législateur de concilier l'ordre public et l'expression de la liberté.....	158
b. La conciliation entre les différentes exigences.....	158
B. La démocratie participative encouragée par le contrôle de constitutionnalité	160
1. Le rétablissement d'un lien entre le peuple et ses représentants	161
2. La rationalisation de l'État par la justice constitutionnelle .	161
3. Le règlement pacifique des conflits socio-politiques dans le cadre du contrôle de constitutionnalité	162
Conclusion de la première partie	165

SECONDE PARTIE

LA MISE EN ŒUVRE D'UN CONTRÔLE EFFICACE DE CONSTITUTIONNALITÉ EN CHINE

TITRE I LA SPÉCIALISATION DU CONTRÔLE

Chapitre I : L'organe de contrôle.....	175
Section I : L'éparpillement actuel des organes de contrôle	176
I. Les compétences respectives des organes de contrôle.....	176
A. Le rôle explicite des organes législatifs.....	176
1. La place théoriquement supérieure de l'APN.....	177
a. L'objet de contrôle	177

α.	L'inconstitutionnalité, une des significations imposées par le mot « inappropriée »	177
β.	L'affirmation de la portée de contrôle de l'APN	178
b.	La pratique de contrôle sur la loi fondamentale de Hongkong et celle de Macao	179
2.	La place importante du Comité permanent de l'APN dans le droit positif	179
a.	La compétence élargie du Comité permanent de l'APN.....	179
b.	L'établissement du bureau d'enregistrement.....	181
3.	Les Assemblées populaires locales et leur Comité permanent.....	182
B.	Un contrôle implicite par les organes exécutifs et judiciaires	183
1.	Le contrôle d'office du CAE et des gouvernements locaux..	183
a.	Un contrôle portant sur la majorité des actes administratifs.....	183
b.	Un contrôle de constitutionnalité déclenché par les juges administratifs	184
2.	Le contrôle implicite : le choix d'application des normes par les tribunaux	185
a.	Le rôle de la Cour Suprême Populaire	185
b.	Le rôle des tribunaux ordinaires	186
II.	Les causes de cet éparpillement.....	187
A.	La difficulté d'exercer le contrôle pour le Comité permanent de l'APN	187
1.	Les difficultés organiques du Comité permanent de l'APN comme organe principal de contrôle de constitutionnalité....	187
2.	Les difficultés institutionnelles du Comité permanent de l'APN comme organe principal de contrôle.....	188
a.	L'immunité des actes juridiques adoptés par l'APN	188
b.	La relativité des décisions du Comité permanent.....	189
B.	La mauvaise définition du contenu du pouvoir de contrôle	190
1.	La séparation du pouvoir d'interprétation et du pouvoir de contrôle	191
2.	La séparation du pouvoir de contrôle et du pouvoir de décision	191
Section II : Le débat sur l'établissement d'un organe spécial de contrôle		
I.	Les différentes hypothèses sur l'établissement d'un organe spécial.....	192
A.	La possibilité d'établir une commission constitutionnelle sous l'autorité de l'APN.....	193
1.	La raison d'être d'une commission parlementaire constitutionnelle.....	193
a.	La cohérence avec le système politique	193
b.	Les fondements d'une commission parlementaire dans le droit positif actuel	195
c.	La solution au problème de l'auto-contrôle.....	196

2.	Les propositions relatives au statut et la composition de cette commission.....	196
a.	Le statut de la commission constitutionnelle.....	196
b.	La compétence et la composition de la commission	198
α.	La clarification des compétences des différents organes au regard de la commission constitutionnelle.....	198
β.	Les propositions sur la composition de la commission	198
B.	La possibilité d'une Cour constitutionnelle.....	199
1.	La possibilité d'une justice constitutionnelle.....	200
a.	Le dépassement de la contradiction entre le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité et la souveraineté populaire.....	201
b.	Les expériences en droit comparé	203
α.	L'existence des Cours constitutionnelles dans les ex-pays communistes.....	203
β.	L'influence inévitable venant du pouvoir politique dans la justice constitutionnelle	204
γ.	L'établissement possible d'une Cour constitutionnelle en Chine.....	205
c.	La possibilité de conférer le pouvoir d'interprétation constitutionnelle aux organes juridictionnels	205
2.	Les hésitations dans le choix du modèle de référence	206
a.	Le rejet du modèle américain	207
α.	L'évolution de la recherche sur la justice constitutionnelle des États-Unis dans la doctrine chinoise	207
β.	Une illusion de courte durée sur une avancée vers le modèle américain	208
γ.	Le rejet du modèle américain dans le courant principal de la doctrine.....	209
b.	La faveur du modèle français	209
α.	Le lent cheminement vers le Conseil constitutionnel de 1958	210
β.	L'acceptation du statut de juridiction constitutionnelle du Conseil constitutionnel	211
II.	La possibilité d'un modèle mixte.....	212
A.	Le statut légitime de la Cour suprême populaire comme organe de saisine	213
1.	Le fondement dans la loi.....	213
2.	Le fondement dans la pratique judiciaire	213
B.	La revalorisation de la fonction de contrôle de l'APN par l'interprétation constitutionnelle	214
1.	La légitimité de l'APN pour exercer le pouvoir d'interprétation constitutionnelle	214
2.	L'éclaircissement du rôle de la commission constitutionnelle par l'interprétation constitutionnelle	215
a.	La précision des dispositions constitutionnelles.....	215

α.	Interprétation de l'article 38 de la Constitution comme garantie des droits de la personnalité	216
β.	Interprétation de l'article 38 de la Constitution comme garantie d'un principe général de dignité humaine.....	216
b.	L'harmonisation des conflits	217
α.	Les avantages de l'interprétation constitutionnelle sur la révision constitutionnelle.....	217
β.	La solution possible au conflit entre le principe du socialisme et la protection du droit de propriété privée	218
Chapitre II : La procédure de contrôle		219
Section I : La procédure incomplète		220
I. Les limites de la saisine		222
A. Les modalités de la saisine		222
1. Un contrôle exercé d'office		222
a. Le dépôt et la communication de textes		223
b. Un pré-contrôle par une commission permanente ou par la commission des travaux législatifs		223
2. Un contrôle par requête.....		223
a. L'admission automatique sur demandes des organes d'États		223
b. L'admission après double examen des propositions des citoyens		224
B. Les limites de la phase de la saisine de contrôle		224
1. Les difficultés majeures de l'autosaisine		225
a. L'absence d'intérêt relatif à l'auto-saisine		225
b. La difficulté d'autosaisine dans la pratique.....		225
2. Les limites majeures dans la saisine par requérant.		225
a. L'absence de précision relative à la « nécessité »		226
b. Le rôle arbitraire du Secrétaire général		226
c. L'absence de dispositions relatives à la procédure de fin de non-recevoir.....		227
d. L'absence de délai.....		227
II. La complexité et l'imprévisibilité du déroulement de l'appréciation de constitutionnalité		228
A. Les modalités		228
1. L'instruction par la commission permanente.....		229
2. Le contrôle du rapport par la commission des lois.		229
a. La conformité à la Constitution avec le rapport		229
b. Décision sur l'inconstitutionnalité.....		230
c. Réunion de travail avec la commission permanente.....		230
3. Le recours en cas de non-modification ou de non-annulation des actes inconstitutionnels par les organes auteurs.....		230
4. La notification éventuelle et la diffusion régulière du bilan d'enregistrement		231

B.	Les limites	231
1.	Le rôle illégitime du Secrétaire général	231
2.	L'absence de techniques de contrôle	232
3.	L'exécution : l'ambiguïté de l'autorité des décisions	232
4.	L'incertitude relative à la notification et à la non-publicité de la décision	233
Section II : La nécessité d'une réglementation complète de la procédure		234
I.	Les fondements relatifs aux réflexions concernant la réforme procédurale	235
A.	L'élimination des obstacles psychologiques du refus de saisine par la restauration du but de contrôle	235
B.	L'examen des règles procédurales au regard des exigences de la sécurité juridique	236
1.	La conformité à l'exigence de qualité de la loi	236
2.	La conformité à l'exigence de la prévisibilité de la loi	236
C.	La rationalisation de la procédure afin de mieux garantir les droits fondamentaux	237
II.	La possibilité de faciliter la transparence et le principe du contradictoire dans la procédure	237
A.	Les réflexions sur la saisine	238
1.	L'introduction d'une procédure d'admission	239
a.	Le règlement de la surcharge éventuelle par la procédure d'admission	239
b.	Le règlement du déni de justice actuel	239
c.	La proposition du contenu de la procédure d'admission	240
α.	Les emprunts possibles de pays étrangers	240
β.	Les expériences utilisables dans l'ordre juridique interne	241
2.	La création d'une obligation de notification	242
B.	Réflexions sur la transparence dans le déroulement de l'examen	242
1.	L'éclaircissement des séances-jointes	242
a.	La nécessité de mieux respecter le principe du contradictoire	243
b.	La définition du but de la réduction des inconstitutionnalités en s'inspirant de l'expérience française	243
2.	La transformation du rôle du Secrétaire général du Comité permanent en un rôle de coordination	243
a.	L'intérêt de ce changement au regard de l'expérience française	244
b.	Les contributions éventuelles du Secrétaire général du Comité permanent de l'APN	245
C.	Les réflexions sur la phase de décision	245
1.	La notification et la publication des décisions	246
a.	L'évolution sur la publication en France	246
b.	Les mesures possibles pour le développement en Chine	246

2.	L'institution d'un effet suspensif pour les conclusions de contrôle	247
III.	L'introduction hypothétique d'une procédure de renvoi de la question préjudicielle de constitutionnalité	248
A.	Les contributions éventuelles apportées par l'introduction de la procédure de la question préjudicielle	249
1.	La meilleure conciliation des conflits entre les valeurs constitutionnelles	249
2.	La meilleure stimulation de l'intérêt à agir dans le contentieux constitutionnel	250
B.	La possibilité	250
1.	Les propositions résolvant les objections de grande importance	251
a.	La solution possible à l'objection de principe	251
b.	La solution possible à l'objection technique : l'incompétence actuelle des tribunaux ordinaires sur le contrôle des règlements administratifs	251
2.	Les institutions transposables dans l'ordre judiciaire chinois	252
a.	La fameuse institution implicite dénommée « demande d'instructions supérieures »	252
b.	La procédure de rédaction d'une interprétation judiciaire	253
α.	Le formalisme du renvoi et la possibilité de celui-ci	253
β.	La possibilité d'insérer des conditions précises au niveau du filtrage	254
γ.	Le renvoi possible à l'organe de contrôle : le Comité permanent de l'APN	254
	Conclusion du Titre I	255

TITRE II

L'AUTONOMISATION DE CONTRÔLE

Chapitre I : La création d'une juridiction constitutionnelle	259
Section I : L'indépendance de l'organe	259
I. L'autonomie constitutionnelle	260
A. L'hostilité de la Société chinoise à une juridiction constitutionnelle	261
1. Les raisons de l'hostilité en théorie : la prééminence de l'Assemblée populaire	261
2. Les raisons de l'hostilité en fait : l'exemple de Li Huijuan ..	261
B. Le possible statut de la juridiction constitutionnelle en Chine	262
1. Un organe placé sous la direction de l'APN	262
2. Un organe parallèle avec les autres organes d'État	263
a. Une difficulté surmontable : la séparation des pouvoirs	263

b.	Une contribution potentielle à l'indépendance judiciaire.....	264
c.	La proposition d'adopter la forme française de la Cour constitutionnelle.....	264
α.	L'autonomie constitutionnelle de la Cour constitutionnelle en Allemagne et en France	264
β.	Une proposition : l'insertion des articles sur l'autonomie dans une nouvelle section du chapitre II de la Constitution Chinoise.....	266
II.	L'autonomie réglementaire.....	266
A.	Sur l'étendue de contrôle.....	268
1.	Les fondements du contrôle des lois	269
a.	Les éléments présents dans la législation	269
b.	La reconnaissance de la supériorité de la Constitution par la volonté politique.....	269
2.	La légalité des actes administratifs : compétence de la juridiction constitutionnelle ou de la juridiction ordinaire.....	270
a.	Quelques inspirations étrangères	270
b.	La possibilité d'attribuer le contrôle aux juges ordinaires.....	270
α.	Les fondements dans le droit positif	271
β.	L'accumulation de la jurisprudence administrative.....	271
3.	La nécessité d'un contrôle des actes juridictionnels	271
a.	L'harmonisation des conflits dans la société.....	271
b.	La possibilité de transformer une institution politique du « contrôle du jugement »	272
B.	Sur la composition de la juridiction constitutionnelle	272
1.	Le mode de désignation des juges constitutionnels : politique ou juridique.....	273
a.	Les fondements d'un mode politique de désignation ...	273
b.	Les mécanismes permettent d'atténuer le risque de politisation	273
2.	La durée des fonctions	274
3.	La qualification requise	275
III.	L'autonomie administrative et financière	276
A.	Les raisons de la non-indépendance des juridictions ordinaires en Chine	276
1.	Les contraintes administratives.....	276
a.	La désignation des juges.....	277
α.	La limite dans les textes	277
β.	La limite dans la pratique.....	277
b.	La compétition entre les membres de la juridiction.....	277
α.	La compétition sur les postes de durée déterminée.....	278
β.	L'imposition sur l'évaluation des diplômes	278
2.	Les contraintes financières.....	278

a.	L'absence d'autonomie dans l'élaboration et l'exécution du budget	279
α.	Sur l'élaboration du budget.....	279
β.	Sur l'exécution du budget.....	280
b.	Les ressources flottantes et les conséquences.....	280
α.	Les ressources principales.....	281
β.	Les conséquences.....	281
B.	Les solutions possibles	282
1.	Les mesures possibles pour renforcer l'autonomie administrative	282
2.	Les mesures possibles pour réaliser une autonomie financière	283
a.	L'inscription au budget de l'État.....	283
b.	L'institution d'un trésorier	283
Section II : La consécration de l'autorité de la décision		285
I.	Vis-à-vis des autres juridictions.....	286
A.	Les effets potentiels sur les relations d'autorité entre le juge constitutionnel et le juge ordinaire	288
1.	L'immixtion du juge ordinaire dans la compétence du juge constitutionnel.....	288
a.	Le respect de la décision du juge constitutionnel d'une façon volontaire par le juge ordinaire.....	288
α.	L'exécution volontaire de la décision du Conseil constitutionnel par la Cour de cassation avant la mise en œuvre de la QPC	288
β.	L'effet potentiel en Chine en cas de l'absence de mécanisme de sanction.....	289
b.	Les résistances du juge ordinaire dans le cadre de renvoi de la question préjudicielle	290
α.	Le cas en France : Le refus de transmettre la QPC au Conseil constitutionnel peu de temps après la réforme de la QPC.....	290
β.	L'effet potentiel en Chine.....	291
2.	L'immixtion du juge constitutionnel dans la compétence du juge ordinaire	291
B.	L'utilité et la possibilité de l'emprunt de la doctrine du droit vivant en Chine	292
1.	L'existence des interprétations consolidées	293
a.	La valeur quasi-législative des interprétations judiciaires abstraites	294
b.	La valeur ambiguë des interprétations judiciaires dans les jurisprudences	295
2.	Le contrôle normatif des interprétations consolidées en Chine	295
a.	L'élimination du vice d'inconstitutionnalité	296
α.	Le vice d'inconstitutionnalité dans les interprétations judiciaires	296

β.	Un règlement inconstitutionnel sur des conflits entre les interprétations judiciaires	297
b.	L'harmonisation du rapport entre le juge constitutionnel et le juge ordinaire dans le contentieux constitutionnel	297
α.	La garantie de la sécurité juridique dans l'ordre juridique	298
β.	La prévention de l'encombrement de la future juridiction constitutionnelle	299
II.	Vis-à-vis des autres pouvoirs constitués	300
A.	Les causes d'inacceptation ou d'acceptation malaisée des décisions constitutionnelles par les pouvoirs publics	300
1.	En invoquant la violation de la séparation des pouvoirs	301
2.	En refusant de comprendre les jugements en cas de difficulté	302
a.	La conséquence de l'augmentation des imprécisions et des conflits de normes constitutionnelles avec une faible motivation : le cas français	302
b.	Un scénario fortement probable : l'hyperformalisme de la décision juridictionnelle	303
3.	En refusant l'exécution du fait de l'absence de mécanisme réel de sanction	303
a.	La violation de la suprématie de la Constitution	303
b.	Un contraste entre l'énoncé impérieux et la réalité de l'application	304
B.	Les réformes à envisager pour mieux réaliser l'autorité de la décision constitutionnelle	304
1.	L'interaction : une solution possible sortant du tabou de la séparation des pouvoirs dans le contexte politique chinois	305
a.	La possible conduite judiciaire par le Parlement et Gouvernement	305
b.	L'autolimitation du juge constitutionnel par l'émission de réserves d'interprétation	306
α.	La signification valorisante de la réserve d'interprétation dans la doctrine chinoise	306
β.	Une imposition spontanée de la technique de la réserve d'interprétation	307
2.	La motivation et la différenciation de sa décision par le juge constitutionnel	308
a.	Une caractéristique évidente du système juridique chinois : une condition favorable à la circulation de la solution juridique	308
b.	La position de la future Cour constitutionnelle en Chine : la possibilité du recours au droit comparé	309
3.	Le renforcement de la force d'exécutoire au recours de différents moyens	310
a.	Le recours possible aux instructions administratives	311
b.	Le recours possible aux instruments internationaux	312

α.	L'obligation juridique de respecter le Protocole d'accession de la Chine à l'OMC	313
β.	La possibilité de renforcer l'autorité de la décision en garantissant les droits fondamentaux exigés par les pactes internationaux signés par le gouvernement chinois.....	313
Chapitre II : L'affirmation d'une jurisprudence constitutionnelle.....		315
Section I : La constitutionnalisation du droit à l'égalité		317
I.	Les fondements constitutionnels du contrôle en Chine	318
A.	L'affirmation générale du droit à l'égalité dans un article	318
1.	Les dispositions relatives à l'égalité en Chine et en France..	319
2.	Des remarques sur cette affirmation générale en Chine.....	319
a.	La distinction entre « devant la loi » et « dans la loi ».....	319
b.	La distinction entre « les citoyens » et « les hommes ».....	319
B.	L'affirmation spéciale sur l'égalité dans certaines situations.....	320
1.	La présentation des normes dans les textes.....	320
a.	Les fondements multiples en France	320
b.	Six articles constitutionnels de la Constitution Chinoise.....	320
2.	Des observations sur les normes spécifiques	321
a.	L'utilité et la possibilité d'emprunt de l'expérience française	322
b.	L'apport potentiel de l'affirmation d'une jurisprudence constitutionnelle face aux limites	322
α.	L'étendue élargie des droits politiques selon une interprétation constitutionnelle	323
β.	Le vice d'inconstitutionnalité de la loi pénale sur le contenu des droits politiques	323
c.	La jurisprudence constitutionnelle en matière de « discriminations positives »	323
α.	La promotion des femmes par l'État	324
β.	L'abus de la politique de discrimination positive sur les minorités au Baccalauréat.....	324
II.	Les moyens de constitutionnaliser le droit à l'égalité.....	325
A.	La vérification des situations différentes.....	325
1.	L'examen de la constitutionnalité des différences de traitement	325
2.	La censure constitutionnelle en matière de discriminations explicites fondées sur des caractéristiques physiques.....	326
a.	Le vice d'inconstitutionnalité en matière de discrimination sur la taille des personnes	326
b.	La discrimination fondée sur le statut des parents.....	327
c.	Une solution inspirée de la jurisprudence constitutionnelle en France.....	327

B.	La vérification de la compatibilité entre les règles non-identiques avec la finalité du texte déferé Le cas de limites d'accès à la fonction publique pour les porteurs du virus de l'hépatite B (VHB)	328
1.	Le contrôle de la légitimité de l'objet de règle déferé	328
2.	Le contrôle de la nécessité du moyen	329
3.	Le rapport direct et proportionnel entre le régime et l'objet de la loi	329
Section II :	La conciliation des libertés individuelles et de l'ordre public	330
I.	La consécration de la liberté de circulation	331
A.	Les fondements de la constitutionnalisation de la liberté de circulation	331
1.	Un rappel des fondements historiques de la liberté de circulation	331
2.	La consécration de cette liberté dans le droit positif	332
a.	Les fondements dans la Constitution	332
b.	Les fondements dans les textes internationaux	333
B.	L'affirmation possible de contrôle de constitutionnalité de la pratique de contrôle d'identité	334
1.	Le contrôle d'adaptation de l'intention de contrôle d'identité au but poursuivi par le législateur	334
2.	Le contrôle de la nécessité des moyens institués par la loi	335
3.	Le contrôle de la proportionnalité au sens strict	336
II.	La protection de la vie privée	337
A.	Les fondements de la protection de la vie privée	337
1.	Les aspirations à une protection de la vie privée	338
a.	Le débat sur la légitimité de l'enregistrement des empreintes digitales sur la carte d'identité	338
b.	La querelle sur la définition du « domicile » dans l'affaire de Yan'an	338
c.	La contestation sur l'incrimination de « conduite licencieuse en groupe »	339
2.	Les fondements sur la protection de la vie privée dans les textes juridiques	340
B.	L'affirmation de la liberté de la vie sexuelle. Le contrôle de constitutionnalité d'une disposition pénale	340
1.	Les fondements possibles de constitutionnaliser le droit au respect de la vie privée à travers l'exemple de la liberté de la vie sexuelle	340
a.	Le rattachement à l'article 37 sur la liberté individuelle	340
α.	La contestation du rattachement à l'article 37 par l'argument du recours aux travaux préparatoires de la Constitution et par l'argument du recours à l'interprétation structurelle	341
β.	La possibilité du rattachement à l'article 37	342
b.	Le rattachement à l'article 38 sur la dignité humaine	342
c.	Le rattachement à l'alinéa 3 de l'article 33	343

2.	Le contrôle de constitutionnalité de l'article 301.....	343
a.	Le contrôle de la légitimité de l'intention du législateur	343
b.	Un contrôle de proportionnalité sur la constitutionnalité de l'article 301 dans l'hypothèse des conduites publiques	345
α.	Le contrôle de l'adaption de moyen au but poursuivi	345
β.	Le contrôle de la nécessité des moyens des limites	346
γ.	Le bilan coûts-avantages entre l'intention et les moyens.....	346
	Conclusion du titre II	347
	Conclusion de la seconde partie.....	349
	Conclusion générale.....	351
	Bibliographie.....	357
	Table des matières	377